



DECISION N° 007 /HAAC/17/P
Portant Mise en garde du Magazine Maranatha

LE PRESIDENT DE LA HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA
COMMUNICATION (HAAC)

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi organique n° 2004-021 du 15 décembre 2004 relative à la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication modifiée par la loi organique N°2009-029 du 22 décembre 2009 et la loi organique N°2013-016 du 08 juillet 2013;

Vu la loi N° 98-004/PR du 11 février 1998 portant Code de la Presse et de la Communication ;

Vu le Décret N°2016-056/PR du 02 mai 2016 portant nomination des Membres de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication;

Vu le Procès-verbal N°001/2016 du 09 juin 2016 de la Cour Suprême du Togo portant prestation de serment des Membres de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication;

Vu le Règlement Intérieur de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication en date du 15 juin 2016 ;

Vu le Procès-verbal de l'élection du Bureau de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication en date du 16 juin 2016 ;

Vu le récépissé de déclaration de parution N° 1083 MID-SGA/PA délivré au Magazine « **MARANATHA** » ;

- Considérant le communiqué de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) en date du 19 avril 2017 relatif à l'audition de l'Evangéliste AFOLABI Habib Barth, Directeur de Publication du Magazine « **MARANATHA** », suite aux violations répétées des règles déontologiques et professionnelles consécutives aux attaques entre pasteurs par médias audiovisuels interposés ;
- Considérant qu'au cours de l'audition l'Evangéliste AFOLABI Habib Barth s'était engagé à mettre un terme à cette campagne de dénigrement contre les confrères et a manifesté sa disponibilité à œuvrer à la création d'une autorité qui veillera à l'éthique religieuse ;

- Considérant que dans son communiqué en date du 19 avril 2017, la HAAC avait rappelé la nécessité du respect scrupuleux des dispositions légales et a, à nouveau, saisi cette occasion pour adresser une sévère mise en garde à tous ceux qui utilisent leurs organes et médias pour provoquer, insulter, maudire ou régler des comptes personnels ;
- Considérant que la HAAC avait réaffirmé sa détermination à appliquer les sanctions idoines si de nouveaux propos diffamatoires ou injurieux venaient encore à être proférés sur les médias ;
- Considérant que dans sa parution N°3 du volume 21, le magazine « **MARANATHA** », a dans ses rubriques : « **Chronique** » et « **Pleins feux** », aligné une série de photos choquantes, d'affirmations qui violent les règles de déontologie, de confraternité et les termes du communiqué du 19 avril 2017 ;
- La HAAC a interpellé lors de sa séance plénière du jeudi 22 juin 2017 l'Evangéliste AFOLABI Habib Barth, Directeur de Publication du Magazine « **MARANATHA** » pour relever les manquements professionnels graves de la parution ;
- Considérant qu'au cours de l'audition, l'Evangéliste AFOLABI n'a pu convaincre de la pertinence de ses écrits, tout en reconnaissant n'avoir pas respecté l'engagement qu'il a pris au cours de l'audition du 19 avril 2017 ;
- En conséquence la Haute Autorité, après en avoir délibéré en sa séance plénière du jeudi 22 juin 2017:

DECIDE :

- **Article Premier** : Une mise en garde contre le magazine « **MARANATHA** ».
- **Article 2** : La présente décision est notifiée au Directeur de Publication du magazine « **MARANATHA** ».
- **Article 3** : La présente décision qui prend effet à compter de la date de sa signature est rendue publique et publiée au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 22 juin 2017

Le Président de la HAAC
Pirang TCHALLA

